



Fiduciaire Métropole Audit

KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

26 boulevard du Général de Gaulle
59100 Roubaix
France

Bigben Interactive S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 mars 2017
Bigben Interactive S.A.
396/466, rue de la Voyette - CRT 2 - 59273 Fréтин
Ce rapport contient 44 pages
Référence : CdeB-172-72

Bigben Interactive S.A.

Siège social : 396/466, rue de la Voyette - CRT 2 - 59273 Frétil
Capital social : € 36 445 078

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2017

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2017 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bigben Interactive S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro. Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques.

Ces conditions sont décrites dans le paragraphe « Recours à des estimations » du point 2.3.2 « Base de préparation » des états financiers consolidés. C'est dans ce contexte et en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification des appréciations que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les goodwill et autres éléments de l'actif immobilisé ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans les paragraphes 2.3.4 « Goodwill » et 2.3.7 « Dépréciation des éléments de l'actifs immobilisés » des états financiers consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation et nous avons vérifié que la « Note 1 Goodwill » du paragraphe 2.4.1 « Notes complémentaires au bilan » des états financiers consolidés donne une information appropriée.

- Votre société comptabilise des dépréciations sur les stocks de marchandises, tel que décrit dans le paragraphe 2.3.11 « Stocks » et la note 7 « Stocks » du paragraphe 2.4.1. « Notes complémentaires au bilan » des états financiers consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues par la direction et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes,

Marcq en Baroeul, le 7 juin 2017


Roubaix, le 7 juin 2017

KPMG Audit IS

Fiduciaire Métropole Audit



Christian de Brianson
Associé



Arnaud Birlouez
Associé

1. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 MARS 2017

1.1 ETAT DE SITUATION FINANCIERE

en milliers d'euros	Notes	mar. 2017	mar. 2016	Variation
Goodwill	1	35 918	35 918	+0
Autres immobilisations incorporelles	2	30 877	25 363	+5 514
Immobilisations corporelles	3	14 361	15 493	(1 132)
Titres mis en équivalence	4	47	150	(103)
Autres actifs financiers	5	534	543	(9)
Actifs d'impôts différés	6	5 247	7 088	(1 841)
Actifs non courants		86 984	84 555	+2 429
Stocks	7	48 401	51 420	(3 019)
Créances clients	8	47 850	38 802	+9 048
Autres débiteurs	9	15 696	20 173	(4 477)
Actifs d'impôts exigibles		0	11	(11)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	8 511	8 422	+89
Actifs détenus en vue de la vente				+0
Actifs courants		120 458	118 828	+1 630
TOTAL ACTIF		207 442	203 383	+4 059
Capital		36 445	32 827	+3 618
Primes		33 481	29 862	+3 619
Réserves consolidées		46 324	41 858	+4 466
Résultat de la période		8 946	3 898	+5 048
Ecart de conversion		795	579	+216
Capitaux propres part du groupe		125 991	109 024	+16 967
Participations ne donnant pas le contrôle				+0
Total des capitaux propres	16	125 991	109 024	+16 967
Engagements envers le personnel	11	484	367	+117
Passifs financiers à long terme	12	6 100	9 396	(3 296)
Autres passifs non courants		0	0	+0
Passifs d'impôts différés	13	5 429	5 874	(445)
Passifs non courants		12 013	15 637	(3 624)
Provisions à court terme	14	739	697	+42
Passifs financiers à court terme	12	15 631	26 358	(10 727)
Fournisseurs		32 211	24 186	+8 025
Autres créditeurs	15	19 206	26 204	(6 998)
Passifs d'impôts exigibles		1 651	1 277	+374
Passifs détenus en vue de la vente		0	0	+0
Passifs courants		69 438	78 722	(9 284)
Total Passif et Capitaux Propres		207 442	203 383	+4 059

1.2 ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

(en K€)	Notes	mar. 2017	mar. 2016
Chiffre d'affaires	20	208 067	202 216
Autres produits opérationnels	21	1 075	701
Produits des activités ordinaires		209 142	202 917
Achats consommés	22	(142 865)	(142 213)
Autres achats et charges externes	23	(23 273)	(22 656)
Impôts et Taxes		(1 362)	(1 407)
Charges de Personnel	24	(20 194)	(19 643)
Autres charges opérationnelles		(837)	(718)
Résultats sur cessions d'actifs non courants		6	165
EBITDA		20 617	16 445
Amortissements des immobilisations		(9 589)	(9 158)
Résultat opérationnel courant		11 028	7 287
Plans d'actions gratuites et stock-options		(445)	
Autres éléments opérationnels non récurrents			
Quote-part de résultat des sociétés MEE - Activité similaire		(20)	
Résultat opérationnel		10 563	7 287
Produits financiers		6 454	4 201
Charges financières		(4 857)	(5 866)
Résultat financier	25	1 597	(1 665)
Résultat avant impôt		12 160	5 622
Impôt sur les résultats	26	(3 014)	(1 490)
Quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence		(200)	(234)
Résultat après impôt des activités poursuivies		8 946	3 898
Résultat des activités abandonnées, net d'impôts			
Résultat net de la période		8 946	3 898
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		(17)	29
Ecart de conversion		215	(142)
Résultat global de la période		9 144	3 785
dont Participations ne donnant pas le contrôle			
dont Part du groupe		9 144	3 785
Résultat net de la période		8 946	3 898
dont Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
dont Propriétaires de la société		8 946	3 898
Résultat par action			
Résultat de base par action (en euro)	27	0,50 €	0,24 €
Nombre moyen pondéré d'actions avant augmentation de capital		17 740 992	16 374 400
Résultat Net de la période - Part du Groupe		8 946 177	3 897 749
Résultat dilué par action (en euro)	27	0,50 €	0,24 €
Nombre moyen d'actions après dilution		17 886 492	16 374 400
Résultat Net de la période - Part du Groupe		8 946 177	3 897 749

1.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées			Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
				Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres du groupe		
Capitaux propres au 31 mars 2015	16 411 204	32 822	29 857	41 776	723	105 178	0	105 178
Résultat au 31 mars 2016				3 898		3 898	0	3 898
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global					(143)	(143)		(143)
Ecart Actuariels sur PIDR				29		29		29
Résultat global				3 927	(143)	3 784	0	3 784
Distribution de dividendes aux actionnaires de la mère						0		0
Augmentation de capital - BSA Actionnaires	2 173	4	5			9		9
Distribution de dividendes en actions						0		0
BSA managers						0		0
Contrat de liquidité				53		53		53
Autres variations				(0)		(0)		(0)
Capitaux propres au 31 mars 2016	16 413 377	32 827	29 862	45 756	560	109 024	0	109 024
Résultat au 31 mars 2017				8 946		8 946		8 946
Gains et pertes enregistrés en Capitaux propres					215	215		215
Ecart Actuariels sur PIDR				(17)		(17)		(17)
Résultat global				8 929	215	9 144	0	9 144
Distribution de dividendes aux actionnaires de la mère						0		0
Augmentation de capital - BSA Actionnaires	1 809 162	3 618	3 618			7 237		7 237
Distribution de dividendes en actions						0		0
Plan d'actions gratuites 2016				445		445		445
Déconsolidation Newave				114		114		114
Contrat de liquidité				26		26		26
Autres variations						0		0
Capitaux propres au 31 mars 2017	18 222 539	36 445	33 481	55 270	795	125 991	0	125 991

1.4 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

en k€

	Notes	mar. 2017	mar. 2016
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat de la période		8 946	3 898
<i>Elimination des charges et produits sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
• Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		220	(1 648)
• Dotations aux amortissements et pertes de valeur		9 589	9 158
• Variation des provisions		159	(170)
• Plus et moins-values de cessions		(6)	1 718
• Coûts des paiements fondés sur des actions			
• Résultat net du financement		1 005	1 242
• Autres produits et charges sans incidence financière		288	43
• Charge d'impôt		3 014	1 490
Capacité d'autofinancement		23 215	15 731
Stocks		2 949	7 777
Créances d'exploitation		(16 428)	(8 371)
Dettes d'exploitation		6 869	5 634
Variation du BFR		(6 610)	5 040
Trésorerie liée aux activités opérationnelles		16 605	20 771
Impôt sur le résultat payé		(372)	(714)
Intérêts payés	25	(618)	(702)
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		15 615	19 355
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	2	(13 715)	(9 353)
Acquisition d'immobilisations corporelles	3	(275)	(187)
Cession d'immobilisations corporelles & incorporelles		24	255
Acquisition d'immobilisations financières	5	(29)	(56)
Cession d'immobilisations financières		83	8
Dividendes reçus			
Trésorerie nette sur cessions ou acquisitions de filiales		5 500	2 500
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(8 412)	(6 833)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation des capitaux propres	1,3	7 237	9
Variation des autres fonds propres	1,3	26	53
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Intérêts courus		(386)	(540)
Encaissements provenant d'emprunts		1 024	130
Remboursements d'emprunts / Remboursement des dettes financières		(10 452)	(7 846)
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(2 561)	(8 199)
Incidence des variations de cours de devises		(119)	140
Variation nette de trésorerie ou équivalent de trésorerie		4 533	4 468
Trésorerie à l'ouverture		(7 455)	(11 923)
Trésorerie à la clôture	10	(2 922)	(7 455)

2. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

Les états financiers comprennent la société Bigben Interactive SA – domiciliée en France à Fretin (59273) 396/466 rue de la Voyette, CRT2 - et ses filiales (Groupe Bigben Interactive) pour la période de 12 mois prenant fin au 31 mars 2017. Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, compartiment C (ISIN : FR0000074072 ; Reuters : BIG.PA ; Bloomberg : BIG FP).

Le Groupe Bigben Interactive (ci-après dénommé « Le Groupe »), à la fois leader européen des accessoires pour consoles de jeux vidéo et leader français des accessoires pour mobiles, met en œuvre une complémentarité stratégique des savoir-faire et de l'offre produits afin de répondre à l'évolution du monde multimédia. Son ambition est de devenir un leader de la convergence de l'accessoire multimédia et un acteur de 1^{er} plan sur le marché européen.

Les comptes consolidés au 31 mars 2017 ainsi que les notes y afférant ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 29 mai 2017. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 21 juillet 2017.

Les informations relatives à l'exercice clos le 31 mars 2015, présentées dans le document de référence 2015 n°D.15-0722 enregistré auprès de l'AMF le 8 Juillet 2015, sont incorporées par référence.

2.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.2.1 Développement commercial

En 2016/2017, le chiffre d'affaires annuel consolidé des activités poursuivies atteint 208,1 M€, en hausse de 2,9 % par rapport au chiffre d'affaires publié en 2015 / 2016.

GAMING

Croissance de 8,2% portée par les ventes de la nouvelle manette *REVOLUTION Pro Controller* sous licence *PlayStation®4* de *SONY*.

♦ Edition :

Légère progression de l'Edition (+1,2%) du fait d'une base de comparaison élevée avec 2015 qui avait bénéficié du succès majeur du jeu *WRC5*. Poursuite du développement du catalogue avec le lancement de 6 jeux et progression des ventes digitales (18,5%), levier de rentabilisation du catalogue dans la durée.

♦ Accessoires Gaming :

Forte progression des Accessoires (+ 17,3%) tirée par le succès de la manette *REVOLUTION Pro Controller*, le bon démarrage des nouveaux accessoires pour la console *Nintendo SWITCH™* et la contribution croissante des ventes de casques *Plantronics®* et d'accessoires PC sous la marque *Nacon®* créée par Bigben.

MOBILE

Croissance de 3,6% avec en particulier l'établissement de *Force Glass™* comme marque référente (près de 30% en valeur du marché français des protections écrans pour smartphones) et des ventes d'accessoires haut de gamme conçus par le Groupe dynamisées par le succès des nouveaux smartphones dont l'*iPhone 7* et les *Samsung® Galaxy S7-S8*.

AUDIO

Décroissance (-8,6 %) liée à un marché des tours audio particulièrement concurrentiel, cela malgré le succès croissant des produits sous licence *Thomson®* (+ 40,4%) dont le contrat de licence a été prorogé jusque fin 2020.

2.2.2 Evolution du périmètre

♦ Mise en liquidation de *Newave Italia*

Le Tribunal italien compétent ayant constaté en mai 2016 le non aboutissement de la proposition concordataire, le processus de liquidation de *Newave Italia Srl*, initié le 16 mars 2015 à l'initiative de son dirigeant, s'est poursuivi. Cette structure détenue à 25,9 % par Bigben Interactive SA, était consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 mars 2016. L'investissement effectué en mai 2011 dans cette structure était de 200 k€. Du fait de la faible probabilité de récupérer cet investissement déjà provisionné, cette participation a été déconsolidée à l'issue du premier semestre 2016 / 2017.

2.2.3 Actionnariat

◆ Exercice des BSA 2014-2016

L'Assemblée Générale du 31 août 2015 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2015 avait fixé un nouveau prix des Bons de Souscription d'Actions (BSA) à 4,00 € et reporté l'échéance à fin juin 2016.

Cette opération a été très largement suivie par les titulaires de bons qui ont participé à près de 93,9 % à l'émission par l'exercice de leurs bons. L'émission de 1.815.069 actions nouvelles par exercice des BSA a permis à la Société de lever 7,27 M€ (dont 7,24 M€ depuis le 01 avril 2016) et de relever à cette date ses fonds propres à plus de 103,9 M€, les fonds propres consolidés s'établissant à 116,3 M€.

◆ Attribution d'Actions Gratuites

Le Conseil d'administration du 31 août 2016 a attribué 155.700 Actions Gratuites aux membres du personnel salariés et aux mandataires sociaux des entités du Groupe soit 298 bénéficiaires dont 226 bénéficiaires en France. L'acquisition définitive au bout d'un an est liée à une condition de présence continue et à une condition de performance liée à l'obtention d'un niveau prédéterminé de résultat opérationnel courant. Sur la base de la quantité d'Actions Gratuites définitivement acquises, il sera procédé à l'émission d'actions nouvelles par incorporation de réserves, une réserve spéciale indisponible égale au montant total nominal des 155.700 actions attribuées, soit 311 400 euros, ayant été constituée lors de l'attribution.

2.2.4 Autres événements

◆ Rééchelonnement de la dette post cession de ModeLabs Mobiles

L'échéancier de l'emprunt souscrit en 2011 pour un montant initial de 40 M€ afin de financer l'acquisition du groupe ModeLabs a fait l'objet, suite à la cession des participations restantes dans ModeLabs Mobiles SAS le 25 mars 2016, d'un rééchelonnement en avril 2016 afin de s'aligner sur les nouvelles échéances de paiement de la cession, à savoir sur les 11,9 M€ restants au 31 mars 2016:

- 2,0 M€ payés au 30 avril 2016
- 3,1 M€ payés de mi-décembre 2016 à mi-mars 2017
- 4,0 M€ payés au 31 mars 2017
- 2,8 M€ payables au 30 septembre 2017

2.2.5 Evènement post clôture

◆ Néant

2.3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.3.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne présente des différences dans leur date d'application avec le référentiel « as issued by IASB ». Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_en.htm

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations, applicables ou non à l'exercice 2016-2017, sont détaillées ci-dessous.

◆ Normes et interprétations nouvellement applicables à compter du 1er avril 2016

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)
Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Eclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables	01/01/2016
Amendements à IAS 1 « Présentation des Etats financiers » – Initiative informations à fournir	01/01/2016
Améliorations annuelles des IFRS 2012-2014	01/01/2016
Amendement à IAS 19 – Cotisations des membres du personnel	01/02/2015
Amendements à IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes	01/01/2016
Amendement à IAS 27 – Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	01/01/2016

L'application de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du groupe.

♦ **Nouveaux textes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017**

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)	Principales incidences
Amendements à IAS 7 : Initiative concernant les informations à fournir	01/01/2017	Les amendements introduisent des paragraphes supplémentaires à la norme. Une entité devra fournir les informations suivantes quant aux variations des passifs inclus dans les activités de financement : - Variations résultant des flux de trésorerie de financement ; - Variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiale ou d'autres unités opérationnelles ; - L'effet des variations de cours des monnaies étrangères ou de la juste valeur.
Amendements à IAS 12 : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes	01/01/2017	Les amendements visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'impôt différé relatif aux instruments de dette évalués à la juste valeur, afin de répondre à la diversité de la pratique
IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients	01/01/2018	Cette norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients et propose un processus de comptabilisation du chiffre d'affaires en 5 étapes. Cette norme établit le principe fondamental qui est de comptabiliser le produit pour décrire le transfert de contrôle de biens ou de services à un client, et ce pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir en annexe
IFRS 9 – Instruments financiers	01/01/2018	IFRS 9 retient une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, un modèle unique de dépréciation prospectif fondé sur les pertes attendues et une approche réformée de la comptabilité d'ouverture
Améliorations annuelles 2014-2016	01/01/2017 ou 01/01/2018	
Interprétation IFRIC 22 – Opérations en devises et paiements d'avance	01/01/2018	

Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée des autres normes et amendements applicables par anticipation qui seront d'application obligatoire pour les exercices 2018-2019 et 2019-2020.

Le groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de leur adoption. Une analyse sera menée durant l'année 2017/18 afin de recenser les postes comptables concernés et de mieux cerner les changements de présentation ou de comptabilisation à appliquer dans les comptes consolidés annuels du 31 mars 2018.

♦ **Normes et amendements publiés par IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne**

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)
IFRS 16 – Contrats de location	01/01/2019
Amendements à IFRS 15 – Clarification	01/01/2018
Amendements à IFRS 2 : Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	01/01/2018
Amendements à IFRS 4 – Application d'IFRS 9 et d'IFRS 4	01/01/2018

♦ Utilisation de l'indicateur financier non comptable « EBITDA »

L'EBITDA ("Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization") se définit comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Il s'agit en effet des revenus avant intérêts, impôts (taxes), dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (mais après dotations aux provisions sur stocks et créances clients).

Le Groupe considère l'EBITDA, mesure à caractère non comptable, comme une mesure de performance.

L'EBITDA est en effet l'un des principaux indicateurs suivis par le Groupe afin de gérer et évaluer ses résultats d'exploitation, de prendre des décisions d'investissements et de répartition des ressources voire d'évaluer la performance des membres de sa direction.

Le Groupe estime que cet indicateur est utile aux lecteurs de ses comptes puisqu'il leur fournit une mesure de ses résultats d'exploitation qui exclut des éléments n'affectant pas la trésorerie comme les dépréciations et les amortissements, augmentant la valeur projetée de ses comptes consolidés et fournissant des informations concernant le résultat des activités commerciales courantes du Groupe et la génération de flux de trésorerie qui permettent aux investisseurs de mieux identifier les tendances de sa performance financière. Ainsi, l'EBITDA mesure la capacité d'une organisation à dégager une marge sur la vente de produits ou de services sur une période donnée sans tenir compte des pratiques fiscales d'amortissement qui peuvent varier selon les pays.

L'EBITDA n'est pas un indicateur prévu par les normes IFRS et n'a pas de définition standard. Par conséquent, les modalités de calcul de l'EBITDA utilisées par le Groupe Bigben Interactive pourraient ne pas être comparables à celles d'autres mesures avec un nom similaire utilisées par d'autres groupes.

2.3.2 Base de préparation

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

♦ Recours à des estimations

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction des estimations et des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers présentés ainsi que les informations données dans les notes annexes du Groupe. Déterminées sur la base des informations et estimations connues à la date d'arrêté des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et donc s'avérer sensiblement différents de la réalité sont exposés dans les notes suivantes :

- la valeur recouvrable des goodwill afin d'identifier d'éventuels pertes de valeur (*Note 1 - Goodwill*),
- les provisions (*Note 14 - Provisions*)
- les actifs d'impôts relatifs à des déficits fiscaux reportables non utilisés (*Note 6 - Actifs d'impôts différés*)

Les conséquences de la crise financière de la zone euro, notamment sur la volatilité des marchés financiers, l'accès au financement et la croissance économique rendent difficile l'appréhension des perspectives à moyen terme pour les entreprises. Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessus.

♦ Bases d'évaluation

Les états financiers sont présentés sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction.

♦ Comparabilité des comptes

Les méthodes comptables exposées ci-dessus ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

2.3.3 Principes de consolidation

♦ Critères de consolidation

Les sociétés contrôlées par le Groupe Bigben Interactive sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe Bigben Interactive, sans en avoir le contrôle, exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 mars 2017, et retraitées le cas échéant en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

◆ Date d'effet des acquisitions et des cessions

L'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation est effective :

- soit à la date d'acquisition des titres,
- soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois,
- soit à la date prévue par le contrat d'acquisition si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres.

La sortie d'une entreprise du périmètre de consolidation est effective à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

◆ Perte de contrôle

Lors d'une perte de contrôle, le Groupe décomptabilise les actifs et passifs de la filiale, toute participation ne donnant pas le contrôle et les autres éléments de capitaux propres relatifs à cette filiale. Le profit ou la perte éventuelle résultant de la perte de contrôle est comptabilisé en résultat. Si le Groupe conserve une participation dans l'ancienne filiale, celle-ci est évaluée à sa juste valeur à la date de perte de contrôle. Ensuite, la participation est comptabilisée en tant qu'entreprise mise en équivalence ou actif financier en fonction du niveau d'influence conservé.

◆ Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le Groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

Le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé à la juste valeur au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

◆ Participations ne donnant pas le contrôle

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe choisit d'évaluer toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur, soit au prorata des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise.

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation du Groupe dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle de celle-ci sont comptabilisées comme des transactions conclues avec les propriétaires agissant en leur qualité de propriétaires. Les variations des participations ne donnant pas le contrôle sont déterminées sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale. Aucun ajustement n'est pratiqué sur le goodwill et aucun profit ni aucune perte ne sont comptabilisés en résultat.

◆ Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par Bigben Interactive SA. Le contrôle existe lorsque les relations de la société avec l'entité l'exposent ou lui donnent droit à un rendement variable et qu'elle a la possibilité d'influer sur ce rendement du fait du pouvoir qu'elle exerce sur cette entité.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

◆ Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles Bigben Interactive SA exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée quand le Groupe détient entre 20 et 50 % des droits de vote d'une entité.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Les quotes-parts de résultat des sociétés mises en équivalence ayant une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du groupe sont présentées après le résultat opérationnel courant et les quotes-parts de résultat des sociétés mises en équivalence dont la nature opérationnelle n'est pas dans le prolongement de l'activité du groupe sont présentées après le résultat avant impôt.

◆ Opérations internes au Groupe

Toutes les transactions entre les sociétés intégrées globalement sont éliminées, ainsi que tous les résultats internes à l'ensemble consolidé.

◆ Conversion en euro des états financiers des sociétés étrangères

Les filiales étrangères du groupe Bigben ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions.

- Les actifs et passifs des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.
- Les produits et les charges de ces sociétés ainsi que leurs flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen trimestriels de l'exercice.
- Les écarts qui découlent de la conversion sont comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés, dans une composante séparée.

◆ Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères (hors dérivés) sont convertis en euro au cours de change de clôture. Les écarts de change en découlant sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs non monétaires, libellés en monnaie étrangère sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux modalités décrites dans la note sur les instruments financiers.

2.3.4 Goodwill

Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », et IAS36 « dépréciation d'actif ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, à savoir une forte dégradation des résultats ou une situation nette négative, et au minimum une fois par an à la date de clôture. Pour ce test, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des entrées de trésorerie indépendantes.

Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la note 2.3.7 et en « 2.4.1 note 1 – Goodwill ».

Les goodwill sont inscrits à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite en résultat. Les pertes de valeur ne peuvent faire l'objet de reprise.

2.3.5 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées des logiciels acquis, des marques achetées, ainsi que les droits à reproduire, comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les droits à reproduire sont amortis en fonction des quantités mises en production. Les marques sont amorties sur une durée représentative des flux de revenus attendus.

Les droits au bail et les logiciels informatiques acquis sont immobilisés et amortis respectivement sur une durée d'utilité de 20 et de 3 ans. Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges.

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les activités de développement impliquent l'existence d'un plan ou d'un modèle en vue de la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si et seulement si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Les coûts de développement comptabilisés concernent essentiellement les coûts de développement des jeux vidéo édités par le groupe. Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts de développement des jeux sont amortis à compter de la date de commercialisation des jeux sur la durée de commercialisation de ces derniers. Les jeux vendus en ligne sont amortis linéairement sur 12 mois.

2.3.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Lorsque des composants d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes et amorties sur leur durée d'utilité propre.

Le Groupe incorpore les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié dans le coût de cet actif.

Le Groupe n'a incorporé aucun coût d'emprunt au titre des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice 2016-2017.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure lors de leur première comptabilisation. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous, sauf dans les cas où la durée d'utilité du contrat est plus courte et s'il n'est pas prévu de transfert de propriété à l'issue du contrat.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle et d'une éventuelle dépréciation à compter de la date à laquelle le bien est prêt à être mis en service. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes:

Catégorie	Méthode d'amortissement
Constructions	Linéaire, entre 15 et 25 ans
Installations Photovoltaïques	Linéaire, entre 10 et 25 ans
Matériels et outillages	Linéaire, entre 5 et 8 ans
Agencements constructions	Linéaire, 10 ans
Agencement installations	Linéaire, entre 4 et 10 ans
Matériels de transport	Linéaire, 4 ans
Mobilier, matériel de bureau	Linéaire, entre 3 et 10 ans

2.3.7 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « dépréciation d'actif », une perte de valeur est enregistrée en résultat lorsque la valeur recouvrable des immobilisations devient inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable des immobilisations correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur nette des coûts de cession et leur valeur d'utilité. La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet de tests dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill).

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie après impôt et actualisés. Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture sur la base du coût du capital spécifique au Groupe Bigben Interactive. Les cash-flows sont issus des cash-flows attendus sur 3 ans. Ils sont déterminés à partir du budget de l'année N+1, élaboré par les entités opérationnelles et validé par la Direction Générale. Les cash flows des années suivantes (N+2 et N+3) sont estimés par application d'un taux de croissance en fonction des anticipations du management. Au-delà de cet horizon, des cash-flows sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini.

Compte-tenu de l'organisation du Groupe Bigben Interactive, les unités génératrices de trésorerie principales ont été définies comme suit : Bigben France, Bigben Connected (activité « mobiles »), Bigben Benelux, Bigben Allemagne et Bigben Hong-Kong.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

2.3.8 Actifs et passifs financiers non dérivés

Les actifs et passifs financiers sont présentés en « non courants », exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en « actifs courants », en « équivalents de trésorerie » ou en « passifs courants » selon les cas.

Les actifs et passifs financiers non dérivés comprennent :

- les actifs financiers non courants,
- les actifs financiers courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, et la trésorerie

- les passifs financiers courants et non courants comprennent les emprunts bancaires, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

◆ Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

Conformément à la norme IAS 39 – « instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les actifs financiers sont analysés en quatre catégories. La classification dépend de la nature et de l'objectif de chaque actif financier, et est déterminée lors de sa comptabilisation initiale :

▶ Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Un actif financier est classé en tant qu'actif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est classé comme détenu à des fins de transactions ou désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat si le Groupe gère de tels placements et prend les décisions d'achat et de vente sur la base de leur juste valeur en accord avec la politique de gestion du risque ou la stratégie de placement du Groupe. Les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur, et toute variation en résultant, qui prend en compte les produits des dividendes, est comptabilisée en résultat.

▶ Actifs détenus disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de placement. Les titres de placement incluent les titres que le Groupe a l'intention de conserver durablement et ceux qui sont cessibles à court terme.

Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le Groupe estime représenter leur juste valeur. Les variations de valeur sont enregistrées directement en autres éléments du résultat global et présentées au sein des capitaux propres dans la réserve de juste valeur. Lorsque l'évaluation à la juste valeur de ces actifs conduit à reconnaître une moins-value latente, cette moins-value passe en résultat si la perte de valeur est significative ou prolongée. Les pertes de valeur sur instruments de capitaux propres classées en disponible à la vente ne sont pas reprises en résultat avant la cession des titres concernés.

▶ Prêts et créances

Actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

▶ Placements détenus jusqu'à échéance

Le groupe ne détient pas de placement détenus jusqu'à l'échéance.

◆ Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Le Groupe comptabilise initialement les dettes émises et les passifs subordonnés à la date à laquelle ils sont générés. Tous les autres passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de transaction qui est la date à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration.

Le Groupe classe les passifs financiers non dérivés dans la catégorie des autres passifs financiers. De tels passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée de tout coût de transaction directement attribuable. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les autres passifs financiers comprennent les emprunts, les découverts bancaires, les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

2.3.9 Instruments financiers dérivés

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur ; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus.

Aucun instrument financier dérivé n'ayant été désigné comme instrument de couverture, les dérivés sont évalués, après leur comptabilisation initiale, à la juste valeur et les variations en résultant sont comptabilisées immédiatement en résultat.

2.3.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (moins de 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du groupe constituent une composante de la trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

2.3.11 Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du Prix Moyen Pondéré (PMP). Le coût prend également en compte les frais accessoires, de logistique et de transport, pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent, conformément à IAS 2- Stocks. Le coût est net des escomptes et des conditions différées obtenus des fournisseurs.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. A chaque clôture, il est effectué une revue des valorisations des produits en stocks en fonction de leurs perspectives de vente et de leur antériorité.

Les articles en stocks sont dépréciés comme suit :

- Le stock SAV (Services Après Vente) est déprécié à 100 %
- A chaque clôture, il est effectué une revue des valorisations des produits en stocks en comparant le prix de vente moyen (sur les douze derniers mois) avec le PMP et le cas échéant une dépréciation est comptabilisée
- Des dépréciations complémentaires sont comptabilisées par la Direction au cas par cas à l'article en fonction des perspectives de ventes
- En complément de ces approches, une dépréciation complémentaire est comptabilisée en fonction de l'antériorité du stock.

2.3.12 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

◆ Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants ou les groupes d'actifs et passifs sont classés comme actifs détenus en vue de la vente, s'il est hautement probable qu'ils soient recouverts principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs ou les composants du groupe destiné à être cédé sont évalués selon les autres principes comptables du Groupe. Ensuite, les actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur au titre d'un groupe destiné à être cédé est affectée d'abord au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois des stocks, des actifs financiers et des actifs d'impôts différés qui continuent d'être évalués selon les autres principes comptables du Groupe qui leur sont applicables. Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs) comme détenu en vue de la vente ou de la distribution ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisées en résultat.

Une fois classés en actifs détenus en vue de la vente ou de la distribution, les actifs incorporels et les actifs corporels ne sont plus amortis.

◆ Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités du Groupe, dont les activités et flux de trésorerie sont clairement distincts du reste du Groupe et :

- représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- fait partie d'un plan unique et coordonné visant à céder une ligne d'activité principale ou une zone géographique principale et distincte, ou
- est une filiale acquise exclusivement à des fins de revente.

Le classement comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente.

Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, l'état de résultat global comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

2.3.13 Impôts

Les impôts sur les résultats comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.

Les charges ou les produits d'impôt sont comptabilisés au compte de résultat sauf s'ils se rattachent à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés en capitaux propres.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilanciale de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) la comptabilisation initiale du goodwill, et (ii) la comptabilisation d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable.

Les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la clôture.

Des impôts différés actifs sont constatés lorsqu'ils sont imputables sur des impôts différés passifs ou sur les déficits fiscaux reportables, dès lors qu'il est probable que l'on disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels ces actifs d'impôts pourront être imputés. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.3.14 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

2.3.15 Engagements de retraites et assimilés

Les salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers soit, des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes ; la charge qui correspond aux primes versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de la retraite fixée à 65 ans pour les salariés français ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts étaient reconnus en résultat immédiatement. Suite à l'entrée en application de la norme IAS 19 révisée, ils sont désormais comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ». Ils sont présentés au bilan dans la rubrique de capitaux propres « Réserves consolidées » et ne sont pas recyclables dans le compte de résultat.

2.3.16 Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

En application de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que les attributions d'actions gratuites accordées aux salariés réglées en instruments de capitaux propres doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits d'exercice par les salariés, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur des droits à actions gratuites attribuées le 31 août 2016 a été déterminée par un cabinet expert extérieur sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction.

2.3.17 Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.18 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net Part- du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Pour la détermination du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

2.3.19 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte qui met en évidence le passage du résultat à la trésorerie provenant de l'exploitation.

La trésorerie et équivalents à l'ouverture et à la clôture mentionnée dans le tableau de flux comprend les disponibilités et les valeurs mobilières de placement ainsi que les concours bancaires courants.

2.3.20 Revenus

Les produits provenant de la vente de biens dans le cadre des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités.

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il existe une indication objective, prenant la forme en général d'un contrat de vente, que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client, que la recouvrabilité de la contrepartie est probable, que le Groupe n'est plus impliqué dans la gestion des biens et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. S'il est probable que des remises seront octroyées et que leur montant peut être évalué de façon fiable, la remise est comptabilisée en moins des produits lorsque la vente est comptabilisée.

2.3.21 Politique du groupe en matière de gestion des risques financiers

Le groupe est exposé aux risques financiers suivants :

- risque de crédit,
- risque de liquidité,
- risque de marché,

La présente note décrit les risques financiers auxquels est exposé le groupe, la politique, les procédures de mesures et de gestion des risques.

Les informations quantitatives relatives à ces différents risques figurent dans les différents paragraphes de la présente annexe en lien avec les postes concernés du bilan ou du compte de résultat.

♦ Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie représente le risque de perte financière dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. La gestion de ce risque sur les créances clients est prise en compte notamment par :

- les procédures d'autorisation d'ouverture d'un nouveau compte client qui permettent de s'assurer de la solvabilité de tout nouveau client,
- le reporting mensuel client qui permet d'analyser la durée de crédit moyen accordé au client, le pourcentage et l'ancienneté de l'encours client et ce, sur toutes les zones d'activité du Groupe.

Par ailleurs, la typologie des principaux clients réguliers du groupe à savoir les acteurs de la grande distribution européenne et les grands opérateurs Télécoms français dont la solvabilité est avérée, limite le risque de crédit pour le groupe.

Les autres clients y compris l'intégralité des clients à l'export, font l'objet d'une assurance-crédit lorsque le Groupe est exposé.

♦ Risque de liquidité

Le groupe Bigben Interactive gère le risque de liquidité en s'assurant de l'existence de lignes de crédit court et moyen terme suffisantes au regard de son activité et des variations qu'entraînent celle-ci en matière de besoin en fond de roulement et de remboursement des échéances. Il finance son activité à court terme également par le recours à l'affacturage, à l'escompte (selon les territoires et les contreparties) et à d'autres solutions alternatives de financement. Le groupe a notamment procédé au rééchelonnement de sa dette financière en avril 2016 suite à la cession de ses participations restantes dans ModeLabs Mobiles.

♦ Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations de prix de marché (cours de change, taux d'intérêt, prix des instruments de capitaux propres) affectent le résultat du groupe ou la valeur des instruments financiers détenus.

La gestion du risque de marché a pour objectif de contrôler l'exposition au risque de marché et/ou les limites acceptables en termes de couple risque / rentabilité.

▶ Risque de change

Alors que l'essentiel des ventes du Groupe est effectué en euros, une part importante des achats du Groupe sont libellés en USD ce qui génère un risque de change pour le Groupe. Dans le cadre de la gestion du risque de change, le Groupe a souscrit des instruments financiers dérivés complexes (cf. note 39).

Les cours de référence interne sont révisés à chaque campagne d'achat afin de maîtriser l'impact des variations monétaire sur les marges.

Par ailleurs, les actifs monétaires ainsi que l'endettement du groupe est exclusivement en devise euro.

▶ Risque de taux

Dans le cadre du financement de son exploitation, le Groupe utilise des financements à taux variable (Euribor) ou fixe, qu'il s'agisse de concours bancaires court terme, de la dette moyen terme historique de Bigben Interactive ou du crédit bancaire pour l'acquisition de ModeLabs Group.

Le Groupe a utilisé en 2016/2017 des instruments dérivés de type swap afin de fixer une partie de son endettement en termes de taux d'intérêt mais il n'existe plus depuis juillet 2016 de couverture de taux en place.

2.3.22 Périmètre de consolidation

◆ Liste des sociétés consolidées

Société	Pays	Détention	Méthode de consolidation
BIGBEN INTERACTIVE SA	France	Société mère	
BIGBEN BELGIUM SA	Belgique	100,00%	Intégration globale
BIGBEN NEDERLAND BV.	Pays-Bas	100,00%	Intégration globale
BIGBEN INTERACTIVE HK Ltd.	Hong-Kong	100,00%	Intégration globale
BIGBEN INTERACTIVE GmbH	Allemagne	100,00%	Intégration globale
MODELABS GROUP SA	France	100,00%	Intégration globale
BIGBEN CONNECTED SAS	France	100,00%	Intégration globale
BIGBEN SPAIN SL.	Espagne	100,00%	Intégration globale
BIGBEN ITALIA SRL	Italie	100,00%	Intégration globale
GAMES.FR SAS	France	100,00%	Intégration globale
MODELABS SOURCING HK Ltd	Hong-Kong	100,00%	Intégration globale
BIGBEN USA	Etats-Unis	50,00%	Mise en équivalence

• Variation de périmètre

Cf. note 2.2.2

2.3.23 Informations sectorielles

Le principal décideur opérationnel du Groupe est le Comité Exécutif (Euromeeting).

Le Groupe choisit de présenter l'information sectorielle selon 5 secteurs géographiques (France, Benelux, Allemagne, Europe du Sud et Asie) conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». L'information détaillée par secteur correspond à l'organisation interne du Groupe ainsi qu'à l'information présentée au Conseil d'Administration du Groupe servant notamment à évaluer les performances.

Les informations sectorielles ci-dessous suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers.

◆ Résultat par secteurs géographiques

au 31 mars 2017

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires			Résultat opérationnel	Résultat financier	Impôts	Part de résultats des sociétés mises en équivalence	Résultat des activités abandonnées	Résultat la période
	de l'activité	Intégrations	Total						
France	157 044	23 380	180 424	5 217					
Benelux	14 848	212	15 060	659					
Allemagne	15 327		15 327	547					
Asie	10 042	43 234	53 277	3 469					
Europe du Sud	10 805	363	11 168	672					
Eliminations		(67 189)	(67 189)						
Total Groupe	208 067	0	208 067	10 563	1 597	(3 014)	(200)		8 946

au 31 mars 2016

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires			Résultat opérationnel	Résultat financier	Impôts	Part de résultats des sociétés mises en équivalence	Résultat des activités abandonnées	Résultat la période
	de l'activité	Inter-segments	Total						
France	159 372	24 600	183 973	4 549					
Benelux	14 027	184	14 212	616					
Allemagne	15 553		15 553	(431)					
Asie	4 901	48 317	53 218	2 272					
Europe du Sud	8 362	26	8 389	282					
Eliminations		(73 128)	(73 128)						
Total Groupe	202 216	0	202 216	7 287	(1 665)	(1 490)	(234)		3 898

* La répartition ci-dessus correspond à une répartition des ventes par entité juridique, et non par pays de destination. Ainsi, les chiffres indiqués ci-dessus sont différents des informations indiquées dans la note 20 ou le paragraphe 2.1 du Chapitre 2 qui sont présentées suivant la typologie des ventes par pays de destination.

♦ Actifs & passifs sectoriels

au 31 mars 2017

en milliers d'euros	Actifs sectoriels					Actif total	Passifs sectoriels	Passifs d'impôts	Dettes financières	Capitaux propres	Passif Total	Perte de valeur	Investissements	Dotation aux amortissements
	Goodwills	Autres actifs non courants	Actifs courants	Actifs impôts différés										
France	34 831	45 146	93 347	4 162	177 486	46 599				46 599		13 916	9 382	
Benelux	1 088	76	4 818	3	5 984	2 372				2 372		1	59	
Allemagne		131	8 671	708	9 510	1 849				1 849		34	47	
Asie		222	7 449	374	8 045	5 789				5 789		4	33	
Europe du Sud		198	6 174	0	6 371	1 461				1 461		63	67	
USA		47			47					0				
Eliminations					0					0				
Total Groupe	35 918	45 819	120 456	5 247	207 443	58 070	1 651	21 731	125 991	207 443	0	14 019	9 589	

au 31 mars 2016

en milliers d'euros	Actifs sectoriels					Actif total	Passifs sectoriels	Passifs d'impôts	Dettes financières	Capitaux propres	Passif Total	Perte de valeur	Investissements	Dotation aux amortissements
	Goodwills	Autres actifs non courants	Actifs courants	Actifs impôts différés										
France	34 831	40 665	98 276	5 790	179 562	50 602				50 602		9 501	8 958	
Benelux	1 088	134	4 171	24	5 417	2 050				2 050		8	65	
Allemagne		144	7 321	833	8 299	1 410				1 410		18	45	
Asie		236	5 912	376	6 524	2 560				2 560		29	35	
Europe du Sud		306	3 149	64	3 519	707				707		40	56	
USA		64			64					0				
Eliminations					0					0				
Total Groupe	35 918	41 549	118 829	7 088	203 384	57 329	1 277	35 754	109 024	203 384	0	9 596	9 158	

◆ **Autres informations (métiers)**

La segmentation des activités de la Société et du Groupe est articulée autour de 3 métiers :

- ▣ Le Mobile couvre l'ensemble des accessoires pour smartphones
- Le Gaming couvre à la fois
 - Les accessoires pour consoles
 - L'Édition de jeux édités sous forme physique (en boîtes) et de jeux en téléchargement ;
 - La Distribution pour compte de tiers qu'elle soit exclusive ou non, physique ou en ligne, qui couvre toutes les formes de commercialisation, présentes ou futures des produits liés au jeu vidéo ou à la téléphonie
- L'Audio cible des produits grand public, l'accent étant aujourd'hui mis sur le développement de modèles originaux.

La communication du groupe est organisée prioritairement de manière géographique. L'information par métier est restreinte à la communication du chiffre d'affaires pour des raisons de confidentialité.

en milliers d'euros	Cumul 12 mois au 31 mars 2017			
	Gaming	Mobile	Audio	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	69 682	105 532	32 853	208 067
France	32 623	103 890	20 531	157 044
Benelux	11 593	587	2 669	14 848
Allemagne	12 581	257	2 489	15 327
Asie	6 740	164	3 139	10 042
Europe du Sud	6 145	635	4 026	10 805

en milliers d'euros	Cumul 12 mois au 31 mars 2016			
	Gaming	Mobile	Audio	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	64 421	101 841	35 955	202 216
France	36 434	99 633	23 305	159 372
Benelux	10 497	580	2 950	14 027
Allemagne	11 158	1 010	3 385	15 553
Asie	2 998	200	1 702	4 901
Europe du Sud	3 333	418	4 612	8 362

% de variation des performances par zone géographique	Cumul 12 mois au 31 mars 2017			
	Gaming	Mobile	Audio	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	+8%	+4%	-9%	+3%
France	-10%	+4%	-12%	-1%
Benelux	+10%	+1%	-10%	+6%
Allemagne	+13%	-75%	-26%	-1%
Asie	+125%	-18%	+84%	+105%
Europe du Sud	+84%	+52%	-13%	29%

% de variation des performances par zone géographique	Cumul 12 mois au 31 mars 2016			
	Gaming	Mobile	Audio	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	+16%	+4%	+14%	+9%
France	+25%	+5%	+8%	+10%
Benelux	+12%	-46%	-3%	+4%
Allemagne	+4%	-13%	-19%	-3%
Asie	-10%	-27%	+29%	-1%
Europe du Sud	+25%	-50%	+235%	71%

2.4 NOTES COMPLEMENTAIRES

2.4.1 Notes complémentaires au bilan

◆ Note 1 – Goodwill

en milliers d'euros	BBI Belgique	Modelabs Group	Vox Diffusion	TOTAL
Valeur brute au 31 mars 2017	1 088	34 763	68	35 918
Perte de valeur				0
Activités abandonnées				0
Valeur nette au 31 mars 2017	1 088	34 763	68	35 918
Valeur brute au 31 mars 2016	1 088	34 763	68	35 918
Perte de valeur				0
Activités abandonnées				0
Valeur nette au 31 mars 2016	1 088	34 763	68	35 918

Le groupe réalise des tests de dépréciation sur les UGT sur une base annuelle à la date de clôture (31 mars N) et lorsque des indices de perte de valeur ont été identifiés.

Au 31 mars 2017, aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur les UGT.

Hypothèses :

EBITDA Earnings before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization	ns
Taux d'actualisation (WACC)	9.7%
Taux de croissance à l'infini	2%

► Test de sensibilité

- Test de dépréciation sur le goodwill de Bigben Connected :

Valeur comptable de l'UGT		61 516 k€
La valeur de l'UGT est affectée par la valeur terminale de l'EBITDA, le taux d'actualisation (WACC) et le taux de croissance à l'infini, dont les valeurs respectives sont :	EBITDA	9 937 k€
	% WACC	9.7%
	Taux croiss.	2.0%
La valeur recouvrable de l'UGT est égale à sa valeur comptable en cas :	- de baisse du montant de l'EBITDA retenu en valeur terminale de :	
	EBITDA	-22.0%
	- ou de hausse du taux d'actualisation (WACC) de :	
	% WACC	+1.9 pts
- ou de hausse du taux de croissance à l'infini de :		
	Taux croiss.	-2.4 pts

Le résultat de l'évaluation est sensible aux variations du taux d'actualisation (WACC).

- Test de dépréciation sur le goodwill de Bigben Belgique :

Valeur comptable de l'UGT		1 877 k€
La valeur de l'UGT est affectée par la valeur terminale de l'EBITDA, le taux d'actualisation (WACC) et le taux de croissance à l'infini, dont les valeurs respectives sont :	EBITDA	510 k€
	% WACC	9.7%
	Taux croiss.	2.0%
La valeur recouvrable de l'UGT est égale à sa valeur comptable en cas :	- de baisse du montant de l'EBITDA retenu en valeur terminale de :	
	EBITDA	-44.0%
	- ou de hausse du taux d'actualisation (WACC) de :	
	% WACC	ns (> +5 pts)
- ou de hausse du taux de croissance à l'infini de :		
	Taux croiss.	ns (< -5 pts)

♦ Note 2 - Autres immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Valeur brute	47 999	40 407
Amortissements	(17 122)	(15 044)
Dépréciation		
Valeur nette	30 877	25 363

Valeurs brutes	Logiciels, Concessions et Brevets	Fonds de commerce	Relation Clientèle	Coûts de développement des jeux	Comptes sur Incorporels	Autres incorporels	TOTAL
mar. 2015	2 354	2	22 300	9 605	70	1 613	35 944
Acquisition	58			9 083		212	9 353
Variation de périmètre							0
Transferts	70			(4 789)	(70)	49	(4 740)
Cessions	(150)						(150)
Ecart Change							0
mar. 2016	2 332	2	22 300	13 899	0	1 874	40 407
Acquisition	990			12 717		7	13 714
Variation de périmètre							0
Transferts	3			(6 125)			(6 122)
Cessions							0
Ecart Change							0
mar. 2017	3 325	2	22 300	20 491	0	1 881	47 999
Amortissements	Logiciels, Concessions et Brevets	Fonds de commerce	Relation Clientèle	Coûts de développement des jeux	Comptes sur Incorporels	Autres incorporels	TOTAL
mar. 2015	(1 436)	0	(3 995)	(5 313)	0	(1 380)	(12 124)
Dotations	(307)		(1 115)	(6 233)		(113)	(7 668)
Variation de périmètre							0
Transferts				4 789			4 789
Cessions	59						59
Ecart Change							0
mar. 2016	(1 684)	0	(5 110)	(6 757)	0	(1 493)	(15 044)
Dotations	(240)		(1 115)	(6 687)		(161)	(8 203)
Variation de périmètre							0
Transferts				6 125			6 125
Cessions							0
Ecart Change							0
mar. 2017	(1 924)	0	(6 225)	(7 319)	0	(1 654)	(17 122)
Valeur nette	1 401	2	16 075	13 172	0	227	30 877

Le poste « Relation clientèle » correspond à la relation clientèle Accessoires téléphonie mobile comptabilisée lors de l'acquisition du groupe ModeLabs au 1er septembre 2011 pour un montant brut de 22 300 k€, générant un impôt différé passif de 7 656 k€. Cette relation clientèle est amortie en linéaire sur 20 ans. Une charge d'amortissement de 1 115 k€ a été comptabilisée sur l'exercice (reprise d'impôt différé correspondante).

Le poste « Coûts de développement des jeux » représente les dépenses engagées au titre des développements des jeux édités par le groupe. Chaque contrat signé avec un éditeur stipule le versement d'un minimum garanti représenté par une royauté unitaire et une quantité minimum de production. Lors de la production du jeu, un amortissement de ce minimum garanti est calculé, montant unitaire fixé après évaluation du potentiel de vente du produit en fonction des perspectives de commercialisation.

Valeur nette - Coût de développement des jeux

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Jeux en cours de développement	9 977	5 803
Jeux commercialisés	3 195	1 339
Valeur nette	13 172	7 142

♦ **Note 3 - Immobilisations corporelles**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Valeur brute	28 513	28 200
Amortissements	(12 347)	(10 902)
Dépréciation	(1 805)	(1 805)
Valeur nette	14 361	15 493

Immobilisations financées par crédit-bail :

en milliers d'euros	Terrains	Constructions	Matériels	TOTAL
Valeur brute	1 385	12 719	3 223	17 327
Amortissements		(4 147)	(2 203)	(6 350)
Valeur nette	1 385	8 572	1 020	10 977

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques	Comptes sur Corporels	Autres Corporels	TOTAL
mar. 2015	1 430	19 234	4 196	285	3 008	28 153
Acquisition				7	179	186
Variation de périmètre						0
Transferts		(470)	470	(49)		(49)
Cessions					(1)	(1)
Ecart Change			(67)		(22)	(89)
mar. 2016	1 430	18 764	4 599	243	3 164	28 200
Acquisition		72	17		181	270
Variation de périmètre						0
Transferts				(12)	9	(3)
Cessions			(2)		(49)	(51)
Ecart Change			73		24	97
mar. 2017	1 430	18 836	4 687	231	3 329	28 513

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques	Comptes sur Corporels	Autres Corporels	TOTAL
mar.2015	0	(6 165)	(3 014)	0	(2 225)	(11 404)
Dotations		(898)	(324)		(255)	(1 477)
Variation de périmètre						0
Transferts						0
Reprises		89			1	90
Ecart Change			67		17	84
mar. 2016	0	(6 974)	(3 271)	0	(2 462)	(12 707)
Dotations		(900)	(311)		(263)	(1 474)
Variation de périmètre						0
Transferts						0
Reprises		89	2		31	122
Ecart Change			(73)		(20)	(93)
mar. 2017	0	(7 785)	(3 653)	0	(2 714)	(14 152)
Valeur nette	1 430	11 051	1 034	231	615	14 361

Les ensembles immobiliers (terrains et construction) des sites de Lesquin et Lauwin-Planque ont été financés par crédit-bail. Le coût de revient des terrains et constructions est de 14 104 K€, amortis pour une valeur de 4 147 K€, soit une valeur nette de 9 957 K€ au 31 mars 2017.

Il en est de même pour la chaîne logistique ainsi que les chariots élévateurs informatisés et les rayonnages, dont le coût de revient est de 3 223 K€ amorti pour 2 203 K€, soit une valeur nette de 1 020 K€ au 31 mars 2017.

L'amortissement comptable de l'installation photovoltaïque a débuté le 1^{er} octobre 2014.

♦ Note 4 – Titres mis en équivalence

Les sociétés du Groupe mises en équivalence ne sont pas cotées et n'ont donc pas de prix de cotation public.

Depuis la cession de la participation restante de 49% dans Modelabs Mobiles le 25 mars 2016, ne subsiste dans cette catégorie que des titres sur BBI USA mis en équivalence. Du fait du processus de liquidation en cours, la participation dans Newave Italia Srl a été déconsolidée à l'issue du premier semestre 2016 / 2017. (cf note 27 et faits marquants)

♦ Note 5 – Autres actifs financiers non courants

Valeurs brutes	Actifs à Juste Valeur par le Résultat	Dépôts de garantie	Autres titres	Autres créances	TOTAL
mar.2015	0	368	25	112	505
Acquisition / Augmentation		3		53	56
Variation de périmètre					0
Transferts					0
Cessions				(9)	(9)
Ecart Change		(9)			(9)
mar. 2016	0	362	25	156	543
Acquisition		2		26	28
Variation de périmètre					0
Transferts					0
Cessions		(7)		(41)	(48)
Ecart Change		11			11
mar. 2017	0	368	25	141	534

◆ **Note 6 - Actifs d'impôts différés**▶ Total Groupe

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
IDA sur déficits reportables	5 244	6 895
IDA sur différences temporaires	3	193
ACTIF NET D'IMPOT DIFFERE	5 247	7 088

▶ Détails par entité

en milliers d'euros	01/04/2016	Activation	Utilisation	31/03/2017
Bigben Interactive SA	5 974		(1 437)	4 537
ModeLabs Group SA	0			0
BigBben Interactive GmbH	833		(126)	707
BigBben Interactive Belgium	0			0
Bigben Nederland BV	24		(24)	0
Bigben Spain	64		(64)	0
TOTAL DEFICIT REPORTABLE	6 895	0	(1 651)	5 244

Au 31 mars 2017, l'impôt différé sur le déficit fiscal de 5 244 k€ se décompose de la façon suivante:

- sur Bigben Interactive SA, un montant de 4 537 k€ correspondant au déficit fiscal activé de 13 178 k€ suite à l'utilisation de 1 437 k€ sur la période (4 173 k€ en base).
- sur Bigben Interactive GmbH, un montant de 707 k€ correspondant au déficit fiscal activé de 1 858 k€ suite à l'utilisation de 126 k€ sur la période (837 k€ en base).

Les soldes des déficits fiscaux de Bigben Hollande (BV) et de Bigben Spain ayant été utilisés sur la période, il n'y a plus d'impôt différé sur ces entités au 31/03/17.

Ces déficits ont été activés compte tenu des perspectives à court et moyen terme de résultat de ces entités.

◆ **Note 7 – Stocks**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Valeur brute	61 942	61 212
Perte de valeur	(13 541)	(9 792)
Valeur nette	48 401	51 420

◆ **Note 8 – Créances clients**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Clients et effets en portefeuille	48 783	39 914
Pertes de valeurs pour créances douteuses	(933)	(1 112)
TOTAL CREANCES CLIENTS	47 850	38 802

La hausse temporaire des créances s'explique par les ventes importantes qui ont eu lieu en fin d'exercice (sorties des jeux *FlatOut* et *2Dark* en édition, ventes d'accessoires pour le *Samsung® Galaxy S8* et ventes de manettes *REVOLUTION Pro Controller* sous licence PlayStation®4 de SONY).

▶ Concentration clients:

Le client le plus important du groupe représente 11.2% du chiffre d'affaires consolidé. Aucun autre client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

Les clients en Allemagne et Benelux sont systématiquement assurés. De même, l'intégralité des clients à l'export fait l'objet d'une assurance-crédit lorsque le Groupe est exposé. En France, seuls sont assurés les clients autres que les acteurs de la grande distribution et les opérateurs Télécoms.

Les sociétés Bigben interactive SA et Bigben Connected SAS ont recours à l'affacturage pour l'essentiel de leurs clients de la grande distribution. Le contrat de factoring n'est pas déconsolidant, les créances clients factorisées non réglées au 31 mars 2017 figurent dans le poste « Clients et effets en portefeuille ».

▷ **Crédit client:**

en milliers d'euros	mar. 2017		mar. 2016	
Créances clients non échues	42 604	87%	31 931	80%
Créances clients échues	6 179	13%	7 983	20%
< à 30 jours	2 266	37%	2 073	26%
< à 90 jours	1 954	32%	2 575	32%
< à 1 an	704	11%	1 941	24%
> à 1 an	(9)	0%	(108)	-1%
clients douteux	1 265	20%	1 502	19%
Total clients et effets en portefeuille	48 783		39 914	

Les clients douteux (1 265 k€) sont dépréciés à hauteur de 933 k€ au 31 mars 2017. Le groupe constate également des dépréciations sur des créances relatives à des clients qui ne sont pas considérés comme douteux, mais qui présentent un risque de recouvrabilité. Le montant de cette dépréciation est de 563 k€ au 31 mars 2017.

Les créances de moins de 3 mois ne présentent pas de risque particulier et ne sont pas individuellement significatives.

◆ **Note 9 - Autres débiteurs**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Etats et collectivités locales (hors IS)	5 296	4 624
Personnel	83	61
Ristournes Fournisseurs à recevoir	1 659	1 230
Créances sur cessions immobilisations	4 000	9 500
Affacturage	0	0
Charges constatées d'avance	1 697	1 737
Acomptes et avances sur commandes	1 855	1 950
Comptes courants débiteurs		
Débiteurs divers	1 107	1 072
TOTAL	15 696	20 173

Le montant de 4 000 k€ de « Créances sur cessions immobilisations » au 31 mars 2017 correspond à la somme restant due par Parcours Invest sur la cession des 49% des titres MDL Mobiles restants.

◆ **Note 10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Concours bancaires	(11 434)	(15 877)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 511	8 422
Trésorerie nette	(2 923)	(7 455)

♦ Note 11 – Engagements envers le personnel

en milliers d'euros	01/04/2016	Dotations	Utilisations	Reprises	OCI - Ecarts actuariels	Variation de périmètre	31/03/2017
Provisions pour retraite & assimilées	367	152		(61)	26		484
TOTAL	367	152	0	(61)	26	0	484

en milliers d'euros	01/04/2015	Dotations	Utilisations	Reprises	OCI - Ecarts actuariels	Variation de périmètre	31/03/2016
Provisions pour retraite & assimilées	410	14		(13)	(44)		367
TOTAL	410	14	0	(13)	(44)	0	367

Les engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision ne concernent que les sociétés françaises. Les hypothèses retenues pour l'évaluation de ces engagements sont les suivantes :

Hypothèses retenues	mar. 2017	mar. 2016
Taux d'actualisation	1.45%	2,0%
Turnover	6.0% à 7.0%	4.0 à 6.5%
Table de mortalité	TF & TH 00.02	TF & TH 00.02
Taux d'évolution des salaires		
Cadres	2,0%	2,0%
Agents de maîtrise	2,0%	2,0%

♦ Note 12 – Passifs financiers courants et non courants

en milliers d'euros	TOTAL	Echéance < 1 an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance > 5 ans
Total des passifs financiers au 31 mars 2017	21 731	15 631	4 369	1 731
Emprunt d'origine long terme	3 500	2 800	455	245
Ligne de crédit / financement				
Emprunts sur locations financement	6 474	1 074	3 914	1 486
Concours bancaires courants	11 434	11 434		
Intérêts courus non échus				
Autres financements	324	324		
Total des passifs financiers au 31 mars 2016	35 754	26 358	6 946	2 450
Emprunt d'origine long terme	11 942	9 150	2 792	
Ligne de crédit / financement				
Emprunts sur locations financement	7 638	1 165	4 023	2 450
Concours bancaires courants	15 877	15 877		
Intérêts courus non échus	29	29		
Autres financements	268	138	130	

▶ Emprunts bancaires

- Emprunt Natixis / LCL de 40 M€ souscrit en juillet 2011 dans le cadre de l'acquisition du groupe ModeLabs, et dont le solde est de 2,8 M€ au 31 mars 2017. Cet emprunt a été renégocié en avril 2016, suite à la vente de la participation minoritaire dans la société ModeLabs Mobiles : le solde de 2,8 M€ restant dû au 31 mars 2017 sera versé le 30 septembre 2017.
- Prêt Innovation à 0% de 0,7 M€ souscrit en novembre 2016 auprès de bpifrance financement, en cofinancement avec la Région « Hauts de France » et la Métropole Européenne de Lille (MEL). Ce prêt comporte une période de différé d'amortissement initiale puis est remboursable trimestriellement sur 5 ans à partir du 31 mars 2019 jusqu'au 31 décembre 2023.

► Emprunts sur location financement

Il s'agit des emprunts comptabilisés suite au retraitement des contrats de location-financement. Les principaux contrats en cours sont relatifs au site de Lauwin-Planque (cf « Note 3 - Immobilisations corporelles »).

◆ **Note 13 – Impôts différés passifs**

Ils correspondent essentiellement au solde au 31 mars 2017 de l'impôt différé comptabilisé sur la relation clientèle accessoires téléphonie mobile (5 535 k€, sur un total de 5 429 K€), le produit d'impôt correspondant comptabilisé sur l'exercice s'élève à 384 k€.

◆ **Note 14 – Provisions**

	01/04/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises		Ecart de conversion	Autres	31/03/2017
				utilisées	non utilisées			
Non courant	367		152		(35)			484
Provisions pour risques								
- <i>social</i>								
- <i>fiscal</i>								
Provisions pour charges - autres								
Provisions engagements de retraite	367		152		(35)			484
Courant	697		42					739
Provisions pour risques	697							739
- <i>commercial</i>								
- <i>social</i>			42					42
- <i>autres</i>	697							697
Provisions pour charges - autres								
TOTAL	1 064		194		(35)			1 223

► Litige de propriété industrielle

Compte tenu des avis et des conseils de la société et de l'état des procédures en cours, la direction reste confiante dans sa capacité à résoudre ce litige sans perte financière. Néanmoins, une condamnation de 530 K€ pour concurrence déloyale ayant été prononcée à l'encontre de la société, une provision de ce montant a été constituée au 31/03/2015.

► Contrôle fiscal Bigben Connected

La SAS Bigben Connected fait actuellement l'objet d'un contrôle de la part de l'administration fiscale sur les exercices allant du 1er janvier 2011 au 31 mars 2013. Une proposition de rectification a été reçue le 28 décembre 2015. Bigben Connected a répondu à l'administration le 26 février 2016 dans le respect des délais administratifs en contestant la majorité des redressements proposés. Sur la base des avis des conseils de la société, la direction est confiante dans sa capacité à résoudre ce litige fiscal sans perte financière pour le groupe. Seuls quelques points relatifs à la TVA, autoliquidation et TVA sur les cadeaux notamment, font l'objet d'une provision dans les comptes arrêtés au 31/03/17 à hauteur de 167k€.

♦ Note 15 – Autres créditeurs

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Etats et collectivités publiques (hors IS)	5 078	5 468
Personnel et organismes sociaux	3 983	3 926
Remises clients et clients créditeurs	9 567	10 998
Instruments financiers dérivés	109	5 397
Dettes sur immobilisations	277	282
Comptes courants créditeurs	0	0
Affacturage	0	0
Produits constatés d'avance	192	134
Créditeurs divers		
TOTAL	19 206	26 204

Juste valeur des instruments financiers dérivés : cf. notes 39 et 40.

♦ Note 16 – Capitaux propres

Nombre d'actions au au 31 mars 2015	16 411 204
Paiement dividende en actions	
Options sur actions exercées	2 173
Emission lors d'un regroupement d'entreprises	
Nombre d'actions au au 31 mars 2016	16 413 377
Paiement dividende en actions	
Options sur actions exercées	1 809 162
Emission lors d'un regroupement d'entreprises	
Nombre d'actions au au 31 mars 2017	18 222 539

Toutes les actions donnent droit aux actifs résiduels de la Société. Les porteurs d'actions ont droit à des dividendes lorsqu'ils sont décidés, et bénéficient d'un droit de vote par action aux assemblées générales.

S'agissant des actions de la Société détenues par le Groupe, tous les droits sont suspendus jusqu'à ce que ces actions soient remises en circulation.

▶ Actions propres

Un contrat de liquidité conforme à la Charte AMAFI avec l'animateur Oddo Corporate fait intervenir la Société comme seule contributrice à ce contrat entré en vigueur le 01 décembre 2010.

Période	Solde début de période	Achats	Apports	Ventes	Solde fin de période
mar. 2015 - mar. 2016	47 741	262 194		272 484	37 451
mar. 2016 - mar. 2017	37 451	423 513		429 519	31 445

Période	Achats	Ventes
mar. 2015 - mar. 2016	3,5327	3,5935
mar. 2016 - mar. 2017	5,6231	5,6060

◆ **Note 17 – Participations ne donnant pas le contrôle**

Au 31 mars 2017, il n'y a pas de participation ne donnant pas le contrôle dans les comptes consolidés du groupe.

◆ **Note 18 – Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées**

Au 31 mars 2017, il n'y a aucun actif détenu en vue de la vente et aucune activité n'a été abandonnée au cours des 2 derniers exercices.

2.4.2 Notes complémentaires au compte de résultat

◆ **Note 20 – Chiffre d'affaires**

▶ Chiffre d'affaires par secteur d'activité

en milliers d'euros		Cumul 12 mois		Contribution	
		mar. 2017	mar. 2016	mar. 2017	mar. 2016
Chiffre d'Affaires		208 067	202 216	100%	100%
dont	<i>Gaming</i>	69 682	64 421	33%	32%
	<i>Mobile</i>	105 532	101 841	51%	50%
	<i>Audio</i>	32 853	35 955	16%	18%

▶ Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques

en milliers d'euros		Cumul 12 mois		Contribution	
		mar. 2017	mar. 2016	mar. 2017	mar. 2016
Chiffre d'Affaires		208 067	202 216	100,0%	100,0%
dont	<i>France</i>	132 151	141 434	63,5%	69,9%
	<i>International</i>	75 916	60 782	36,5%	30,1%

◆ **Note 21 – Autres produits de l'activité**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Subventions	183	168
Autres produits	892	533
TOTAL	1 075	701

Le poste « Subventions » représente les crédits d'impôts recherche.

◆ **Note 22 – Achats consommés**

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Marchandises	(138 316)	(134 791)
Variation stock marchandises	(800)	(6 164)
Perte de valeur consommée	(3 749)	(1 258)
TOTAL	(142 865)	(142 213)

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Provision pour dépréciation des stocks	(13 541)	(9 792)

♦ Note 23 – Charges externes

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Achats non stockés	(1 125)	(1 173)
Sous-traitance	(380)	(362)
Loyers	(2 178)	(2 270)
Entretiens - réparations	(859)	(877)
Primes d'assurances	(524)	(490)
Autres services extérieurs	(732)	(899)
Honoraires	(2 976)	(3 677)
Frais de R&D	(390)	(508)
Publicité	(5 982)	(4 061)
Transports sur vente	(4 138)	(4 281)
Frais de déplacements	(1 869)	(1 674)
Frais de communication	(1 171)	(1 395)
Frais et services bancaires	(342)	(432)
Autres charges externes	(607)	(558)
TOTAL	(23 273)	(22 656)

♦ Note 24 – Charges de personnel

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Salaires et traitements	(14 306)	(14 025)
Charges sociales	(4 495)	(4 391)
Sous-total 1	(18 801)	(18 416)
Charges liées au régime de retraite	(833)	(803)
Variation de la provision pour prestations définies	(90)	43
Participation des salariés	(470)	(467)
Sous-total 2 (sans incidence sur la trésorerie)	(1 393)	(1 227)
TOTAL	(20 194)	(19 643)

♦ Note 25 – Résultat financier

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Autres intérêts et produits assimilés	2	4
Produits des valeurs mobilières de placement à la juste valeur		
PRODUITS FINANCIERS	2	4
Intérêts sur financement moyen terme	(267)	(376)
Frais relatifs au crédit bail	(119)	(164)
Autres intérêts financiers	(618)	(702)
CHARGES FINANCIERES	(1 005)	(1 242)
RESULTAT FINANCIER HORS CHANGE	(1 003)	(1 238)
Perte de change	(3 852)	(4 624)
Gain de change	6 452	4 197
Résultat de change	2 600	(427)
RESULTAT FINANCIER	1 597	(1 665)

La comptabilisation de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés avait engendré une perte de change de 5 350 K€ au 31 mars 2016. Sur l'exercice 2016/17, la variation de juste valeur représente un gain de change de 5 241 K€. La valorisation de ces instruments financiers dérivés est de -109 K€ au 31 mars 2017 (cf note 39).

La simulation de l'exposition du groupe à une surcharge du fait des taux d'intérêts est la suivante:

Surcharge de frais financiers (k€)	mar. 2017	mar. 2016
Augmentation de 1% des taux d'intérêts	88	152

♦ Note 26 – Impôts sur le résultat

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Impôt exigible	1 925	1 688
Impôt différé	1 384	541
Charge d'impôt	3 309	2 229
Crédit d'impôt	(295)	(739)
TOTAL	3 014	1 490

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Résultat consolidé avant impôt et perte de valeur et résultat des activités abandonnées et MEE	12 160	5 622
Taux d'imposition de BBI SA (Mère)	33,33%	33,33%
Impôt théorique	(4 053)	(1 874)
Charges d'impôts	(3 014)	(1 490)
Ecart à analyser	1 039	384
IS sur différences permanentes	(157)	(724)
Crédit d'impôt mécénat comptabilisé en IS	294	739
Comptabilisation d'impôts sans base	261	46
Différence de taux	688	392
Activation des déficits antérieurs		0
Autres	(47)	(69)
Ecart analysé	1 039	384

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe sur l'exercice.

♦ Note 27 – Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Au 31 Mars 2016, la société avait comptabilisé une moins-value de 252 k€ correspondant à la compensation suivante :

- Perte sur la cession des titres (valeur des titres : 13 882 k€ cédés pour 12 000 k€ soit - 1 882 k€)
- Quote-part de résultat mis en équivalence pour + 1 630 k€ (Voir Note 4)

Le reste concernait Bigben USA pour + 19 k€.

Sur l'exercice 2016/17, la charge de 200 K€ correspond à la perte sur les titres de la filiale Newave.

◆ **Note 28 – Résultat par action**

en euros	mar. 2017	mar. 2016
Résultat Net - Part du Groupe	8 946 177	3 897 749
Nombre moyen pondéré d'actions avant augmentation de capital	17 740 992	16 374 400
Effet dilutif des futures attributions gratuites – Plan AGA ₂₀₁₆ *	145 500	
Nombre moyen d'actions après dilution	17 886 492	16 374 400
Nominal des actions (en euro)	2,00 €	2,00 €
Résultat de base par action	0,50	0,24
Résultat dilué par action	0,50	0,24

* Les conditions de performance du plan d'actions gratuites AGA₂₀₁₆ ont été remplies au 31 mars 2017 par toutes les entités du Groupe. L'attribution définitive des actions gratuites aux salariés aura lieu le 31 août 2017 sous condition de présence des salariés. Le chiffre de 145 500 actions, calculé à partir de l'effectif présent au 31 mars 2017, représente donc le nombre maximum d'actions attribuables au 31 août 2017.

Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action

	mar. 2017	mar. 2016
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} avril	16 413 377	16 411 204
Prorata temporis des actions émises	1 359 060	647
Actions auto-détenues	(31 445)	(37 451)
Nombre d'actions à la clôture	17 740 992	16 374 400
Actions émises au cours de l'exercice	1 809 162	2 173
Prorata temporis des actions émises	1 359 060	647

Les actions émises au cours de l'exercice correspondent à l'exercice des BSAs dont la date d'échéance était le 30 juin 2016.

◆ **Note 29 – Paiement fondé en action**

▶ Actions gratuites :

Les plans d'actions gratuites 2008, 2010 et 2011 sont achevés (actions attribuées).

Comme susmentionné au paragraphe 2.2.3, le Conseil d'administration du 31 août 2016 a attribué 155.700 Actions Gratuites aux membres du personnel salariés et aux mandataires sociaux des entités du Groupe. L'acquisition définitive au bout d'un an est liée à une condition de présence continue et à une condition de performance liée à l'obtention d'un niveau prédéterminé de résultat opérationnel courant. Les conditions de performance du plan d'actions gratuites AGA₂₀₁₆ ont été remplies au 31 mars 2017 par toutes les entités du Groupe. L'attribution définitive des actions gratuites aux salariés aura lieu le 31 août 2017 sous condition de présence des salariés. Le chiffre de 145 500 actions, calculé à partir de l'effectif présent au 31 mars 2017, représente donc le nombre maximum d'actions attribuables au 31 août 2017.

Date d'attribution du plan (CA)	31/08/2016
Période d'acquisition	1 an
Période de conservation	2 ans
Nombre d'actions gratuites initialement attribuées	155 700
Nombre d'actions actuellement attribuées au 31 mars 2017	N/A
Nombre d'actions attribuables au 31 mars 2017	145 500
Cours de l'action à la date d'annonce du plan	5,05
Juste valeur par action à la date d'attribution	5,24

◆ **Note 30 – Autres éléments opérationnels non-récurrents**

Aucun élément opérationnel non-récurrent n'a été comptabilisé sur l'exercice.

2.4.3 Autres informations

♦ Note 31 – Dividendes

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale de ne pas distribuer de dividende.

♦ Note 32 – Engagements hors bilan

▶ Garanties accordées

Engagements donnés	par	Bénéficiaire	mar. 2017	mar. 2016	Objet de l'engagement
Effets escomptés non échus	BBI SA	Banques d'exploitation	-	4	
Caution Sisvel (1)	BBI SA	Sisvel	-	132	Redevance Produit Audio
Caution bancaire (2)	BBI SA	Commerzbank AG	-	-	Concours CT à BBI GmbH
Garantie autonome (3)	BBI SA	Huawei Technologies France SASU	1 300	-	Contre-garantie de BBC

(1) La caution Sisvel a été levée au cours de l'exercice.

(2) Garantie de découvert à la Commerzbank à hauteur de 305 k€. Le découvert au 31 mars 2017 est nul.

(3) Garantie donnée par BBI SA à la société Huawei pour la fourniture de biens et/ou de services à Bigben Connected

▶ Autres engagements donnés

Compte tenu de son activité, la société engage des négociations avec ses fournisseurs plusieurs mois avant le lancement des produits qui seront commercialisés.

♦ Note 33 – Covenants bancaires

▶ Acquisition Modelabs

Afin de financer l'acquisition de Modelabs, Bigben Interactive a obtenu un prêt de 40M€, remboursable sur 5 ans. Au 31 mars 2017, le capital restant dû s'élève à 2,8M€, avec les covenants suivants :

Covenant	Norme	Statut
RATIO 1 : ENDETTEMENT NET		
<u>Cash flow net</u> Service de la dette	> 1,00	Respecté
RATIO 2 : LEVIER NET		
<u>Endettement net</u> EBITDA	≤ 3,00	Respecté
RATIO 3 : LEVIER BRUT		
<u>Endettement brut</u> EBITDA	≤ 3,50	Respecté
RATIO 4 : STRUCTURE		
<u>Endettement net</u> Fonds propres	≤ 1,00	Respecté

Tous les covenants sont respectés au 31 mars 2017. En conséquence, la dette financière est positionnée conformément à ses échéances de paiement en court terme.

A noter que, suite à la vente de la participation minoritaire dans la société ModeLabs Mobiles en mars 2016, la Société a été en mesure de revoir auprès de son pool bancaire la structure de son endettement avec l'extension du plan d'amortissement du crédit d'acquisition de ModeLabs Group au 30 septembre 2017.

♦ Note 34 – Contrat de location simple

Date de clôture	mar. 2017			mar. 2016		
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Loyers non annulables	1 301	2 936	159	1 060	2 645	424

au 31 mars 2016

en milliers d'euros	Valeur par catégorie d'instruments					JUSTE VALEUR				
	Valeur nette comptable	Actifs évalués à la Juste Valeur (option Juste valeur)	Instrumentis dérivés à la juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Cours cotés	Modèle interne avec paramètres observables	Modèle interne avec des paramètres non observables	Juste valeur de la classe
Titres de participation	25			25					25	25
Autres immobilisations financières long terme	518				518			518		518
Actifs financiers non courants	543	0	0	25	518	0	0	518	25	543
Créances clients	38 802				38 802			38 802		38 802
Autres débiteurs	20 173	0			20 173			20 173		20 173
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 422				8 422		8 422			8 422
Actifs financiers courants	67 397	0	0	0	67 397	0	8 422	58 975	0	67 397
ACTIFS	67 940	0	0	25	67 915	0	8 422	59 493	25	67 940
Passifs financiers à long terme	(9 396)				(9 396)			(9 396)		(9 396)
Passif financiers à court terme	(26 358)						(15 877)	(10 481)		(26 358)
dont emprunts à long terme	(10 481)							(10 481)		(10 481)
dont concours bancaires courants	(15 877)						(15 877)			(15 877)
Fournisseurs	(24 186)							(24 186)		(24 186)
Autres créditeurs	(26 204)		(5 397)					(26 204)		(26 204)
dont autres passifs financiers courants	(20 807)							(20 807)		(20 807)
dont Instruments dérivés passif	(5 397)		(5 397)					(5 397)		(5 397)
Passifs financiers courants	(76 748)	0	(5 397)	0	0	0	(15 877)	(60 871)	0	(76 748)
PASSIFS	(86 144)	0	(5 397)	0	(9 396)	(71 351)	(15 877)	(70 267)	0	(86 144)

► Principe de détermination de la juste valeur :

La juste valeur des actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation, soit à des fins d'informations données en annexes. La juste valeur est déterminée :

- Soit en fonction de prix cotés sur un marché actif (niveau 1) ;
- Soit à partir de techniques de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés tels que les cours à terme ou les courbes de taux (niveau 2) ;
- Soit à partir de techniques de valorisation interne intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables ou de cours coté.

Prix cotés sur un marché actif (niveau 1):

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Pour le Groupe, seuls les disponibilités et les concours bancaires courants sont valorisés sur cette base.

Justes valeurs déterminées à partir de modèles intégrant des données observables sur les marchés (niveau 2) :

Les instruments financiers dérivés (swaps de taux et FX TARN) sont négociés sur des marchés sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments dérivés.

Pour les dettes et créances à moins d'un an et les dettes à taux variable, la valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur.

◆ **Note 36 – Echancier contractuel des décaissements**

Le tableau suivant présente, pour les passifs financiers comptabilisés (hors concours bancaires courants, affectage et intérêts courus non échus) l'échéancier contractuel des décaissements, nominal et intérêts, hors effet d'actualisation.

en milliers d'euros		MOIS			ANNEE					TOTAL
		0 à 1 mois	1 à 3	3 à 12	1 à 2	2 à 3	3 à 4	4 à 5	> 5	
Emprunts et dettes	Nominal			2 800	35	140	140	140	245	3 500
	Intérêts	7	13	20						39
Crédit baux	Nominal	220	47	807	1 068	937	944	965	1 486	6 474
	Intérêts	32	1	91	103	83	63	43	27	443
Passifs financiers		258	61	3 718	1 206	1 160	1 148	1 148	1 758	10 456
Fournisseurs		24 300	7 887	24						32 211
Autres créiteurs		10 544	2 960	5 702						19 206
Passif impôt exigible				1 651						1 651
Loyers non annulables		123	218	961	1 148	686	642	459	159	4 396
Total passifs financiers		35 225	11 126	12 055	2 354	1 846	1 789	1 607	1 916	67 919

* Valeur du Nominal sur emprunts et dettes et crédits-bails :	9 973 K€
Concours bancaires courants :	11 434 K€
Autres financements :	324 K€
ICNE :	0 K€
Total Passifs financiers au Bilan (31 mars 2017) :	21 731 K€

◆ **Note 37 - Ventilation des dettes financières par échéance et par nature**

en milliers d'euros	ANNEE					TOTAL
	à 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	5 ans et +	
Taux fixe	187	198	153	140	385	1 063
% / total 1	18%	19%	14%	13%	36%	100%
Taux variable	3 686	905	926	944	2 449	8 910
% total 2	41%	10%	10%	11%	27%	100%
TOTAL	3 873	1 103	1 079	1 084	2 834	9 973

Analyse par trimestre de l'échéancier de l'exercice en cours

en milliers d'euros	TRIMESTRE				TOTAL
	1	2	3	4	
Taux fixe	47	47	47	46	187
% / total 1	25%	25%	25%	25%	100%
Taux variable	220	3 021	222	223	3 686
% total 2	6%	82%	6%	6%	100%
TOTAL	267	3 068	269	269	3 873

♦ Note 38 – Risque de change sur les approvisionnements

L'essentiel du risque de change correspond aux achats en USD effectués par Bigben Interactive France à sa filiale de Hongkong.

en milliers d'euros	mar. 2017	mar. 2016
Montant des achats des Filiales à Bigben Hong-Kong		
Bigben Interactive France	(27 440)	(26 910)
Bigben Connected	(15 291)	(21 176)
TOTAL	(42 731)	(48 086)
Sensibilité au taux du \$		
+ 10% = profit	(3 885)	(4 371)
-10% = surcoût	4 748	5 343

♦ Note 39 – Instruments financiers dérivés de change

La société est engagée au 31 mars 2017 dans un contrat de type « FX TARN ». Les TARNs sont des produits dérivés structurés complexes par lesquels le Groupe s'engage à acheter ou à vendre des USD selon un échéancier et à des taux définis à la signature du contrat. Le TARN est une stratégie visant à accumuler des USD à un cours amélioré par rapport aux cours comptant et à terme actuels en contrepartie d'une incertitude sur le montant total de USD potentiellement accumulés. En cas de variation importante du taux de change EUR / USD (respectivement à la hausse ou la baisse selon que la société achète ou vende des USD), l'exposition à l'achat ou à la vente peut être accrue et conduire à la comptabilisation de perte de change sur ces instruments.

Le tableau suivant présente les positions au 31 mars 2017 :

Type de contrat	Devise	Position	Statut	Date de souscription	Échéance	Nominal en USD (milliers)	Strike	Au 31 mars 2017, en milliers				
								Montant accumulé en USD	Montant levé en USD	Montant accumulé net des levés en USD	Montant maximal restant à accumuler en USD	Valeur mark to market en EURO
TARN	USD	Achat	Actif	mars-17	nov-18	19 999	1,15	444	-	444	1 777	-109
							1,11	-	-	-	17 334	-
-109												

▶ Valorisation :

La valeur "mark to market" de ces instruments financiers est de -109 k€ au 31 mars 2017. Elle a été comptabilisée au passif en « autres créiteurs » (cf. note 15) par résultat (note 25).

▶ Sensibilité :

Il a été procédé à des simulations de résultat de change en prenant en compte différentes hypothèses de cours EUR/USD : jusqu'à un cours supérieur ou égal à 1,12 USD pour 1 EUR, les engagements liés à cet instrument en place permettent à peine de couvrir un tiers des besoins d'achat annuels en USD, supprimant tout risque de surexposition.

♦ Note 40 – Gestion du risque de taux

Il n'existe plus de couverture de taux en place sur l'emprunt restant relatif à l'acquisition de Modelabs.

2.4.4 Informations relatives aux parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent les opérations commerciales ou financières réalisées entre la société mère, ses filiales et ses dirigeants (mandataires sociaux ou membres du Comité Exécutif), et principalement les opérations suivantes :

- Achats et ventes de marchandises,
- Locations immobilières,
- Avance de trésorerie en compte courant,

Toutes les conventions ci-dessous sont conclues à des conditions normales de marché.

◆ Rémunérations des mandataires sociaux

en milliers d'euros	Avantages à court terme	PDR (1)	Paiements fondés en action	Indemnité de fin de contrat de travail	Régime spécifique de retraite complémentaire
au 31 mars 2016	372				
au 31 mars 2017	379				

(1) Avantages postérieurs à l'emploi

◆ Rémunération du Comité Exécutif

en milliers d'euros	Avantages à court terme	PDR (1)	Paiements fondés en action	Indemnité de fin de contrat de travail	Régime spécifique de retraite complémentaire
au 31 mars 2016	1 420	(10)			44
au 31 mars 2017	1 652				31

(1) Avantages postérieurs à l'emploi

◆ Transaction avec les principaux dirigeants et administrateurs

Il est indiqué qu'aucune autre convention entre parties liées n'est à mentionner dans l'annexe car elles sont :

- soit conclues avec des filiales détenues à 100%.
- soit conclues à des conditions normales de marché.
- soit considérées comme non significatives.

◆ Honoraires des commissaires aux comptes

en milliers d'euros	mar. 2017		mar. 2016	
	KPMG	FMA	KPMG	FMA
Honoraires des CAC				
Commissariat aux comptes	170	109	168	109
Emetteur	95	95	95	95
Sociétés intégrées globalement (1)	75	14	73	14
Autres diligences liées à la mission	18	0	21	0
Emetteur	18	0	21	0
Sociétés intégrées globalement	0	0	0	0
Autres prestations				
TOTAL	188	109	189	109

(1) Game's et Bigben Connected